

AIDE AUX PROFS a interviewé Pascal BOUCHARD le 1^{er} Juin 2009, ancien enseignant, devenu journaliste en seconde carrière depuis 1988.



Auteur de "Ecole cherche ministre" (ESF/2007) et de « Anti-manuel d'orthographe" (Victoires Editions/2008), il a été co-fondateur de l'AEF (www.aef.info) avant de créer www.touteduc.fr

Interview réalisée par Rémi BOYER

Quelles raisons vous ont amené à quitter votre métier d'enseignant il y a plus de 20 ans maintenant ?

J'ai beaucoup aimé être professeur de collège, même si, jeune agrégé, j'ai d'abord râlé de n'avoir pas été nommé en lycée. J'ai obtenu à Dieppe une petite notoriété après avoir publié les romans écrits par mes élèves ("Romanciers à 13 ans", Denoël, 1978). J'avais donc la légitimité voulue pour réunir une équipe d'amis et créer, bénévolement, un supplément éducation au journal local. Fort de cette expérience, j'ai proposé à Jean-Marie Borzeix, directeur littéraire au Seuil qui me refusait tous mes manuscrits, et qui venait d'être nommé directeur de France-Culture, de faire la même chose à la radio. A la même époque, j'ai rejoint la région parisienne et un lycée, où j'ai regretté la liberté dont je jouissais dans le premier cycle. Mais surtout, je ne supportais plus d'être à la fois observateur du système éducatif, avec une émission hebdomadaire sur les enseignants innovants, et observé. La schizophrénie a des limites. Je me suis donc mis en disponibilité, et j'ai vécu de mon micro et de ma plume, fort mal dans un premier temps.

Eprouvez-vous des regrets de ne plus enseigner ? Pourquoi ?

Oui. Parfois j'ai envie d'essayer une nouvelle façon d'expliquer le Tartuffe ou l'accord du participe passé. Je me dis que je serais aujourd'hui plus attentif à certains élèves, que je



réussirais ce que j'ai raté à l'époque. Mais ces bouffées de nostalgie ne durent pas. Je fais aussi parfois, très rarement, des cauchemars, où je suis prof, mais totalement incompetent.

Il y a un temps pour chaque chose dans une vie.

Début 2007, vous avez publié « Ecole cherche Ministre » aux éditions ESF : Xavier Darcos a-t-il été le ministre que vous attendiez dans cet ouvrage ?

Comme beaucoup d'observateurs, j'ai pensé que Darcos était le meilleur choix que pouvait faire la droite (ce qui n'est pas ma famille politique). Mais depuis qu'il a annoncé la fin de l'école le samedi matin alors que son dossier n'était pas techniquement bouclé, et par unique souci de s'inscrire dans "l'agenda" du président, il a renoncé à ce qui constituait son principal atout, son sérieux et sa connaissance des arcanes de la maison Education nationale. Il s'est condamné à taper du poing sur la table. Cela plaît à une partie de l'électorat, mais ça fait plus mal au poing qu'à la table.

Quel serait, selon vous, le ministre susceptible de redonner confiance aux enseignants dans leurs différentes missions et responsabilités au quotidien ?

Aucun ministre ne peut le faire. Les enseignants n'ont pas aujourd'hui une feuille de route claire, que leur assigne la nation. Au gré des fluctuations politiques, même sans alternance droite-gauche, ils passent d'un système de valeurs à un autre, et avec sagesse, comme ils l'ont toujours fait, ils font semblant de respecter des consignes que fait semblant de leur donner une hiérarchie qui n'y croit pas elle-même. Il est urgent de rétablir un lien entre l'école et la société. Il est urgent de considérer les personnes comme des adultes responsables. De ce point de vue, le rapport Descoings est intéressant. Je ne parle pas de ce qu'il préconise, mais de son état d'esprit.

A votre avis, qui dirige réellement l'Education Nationale : l'Elysée, le Ministre et son cabinet, l'administration centrale, ou les inspections générales ?

Que veut dire "diriger réellement"? L'Elysée a la haute main sur les nominations et sur la communication, mais pas sur la réalité de ce qui se passe dans les établissements, où se créent de subtils équilibres en fonction des statuts et des personnalités. L'Education nationale est bien davantage régie par le droit coutumier local et implicite, que par les circulaires, qui le plus souvent d'ailleurs, alignent des banalités dont chacun peut faire ce qu'il veut.



« Administrer le Mammouth », serait-ce déléguer complètement le pouvoir décisionnel à chaque Recteur, ou maintenir un comité de pilotage, et à quel niveau ?

Dans l'idéal, il faudrait au niveau national un ministère capable de donner des cadres de pensée et d'action qui soient la traduction technique des objectifs que la nation fixe à son Ecole, et sur le terrain des EPB (établissements publics de bassin), qui réunissent premier degré, collèges et lycées, et qui aient une véritable autonomie de gestion des carrières des élèves (notamment ceux qui font problème), des mécanismes d'orientation, des options, et qui aient la faculté de lancer, en fonction des besoins de leur territoire, des appels à projet qui mobilisent les enseignants volontaires en fonction de leurs compétences et de leurs goûts.

Aussi bien au niveau local que national, il faut que la société civile puisse dire quelles sont ses attentes.

Etes-vous partisan du renforcement des pouvoirs du chef d'établissement, qui assurerait auprès de ses personnels le rôle de directeur des ressources humaines, pour mieux valoriser les compétences qu'ils développent dans leurs diverses activités ?

Sauf exceptions (entre 1 et 10%), les enseignants ne demandent qu'à s'investir. Ils ne trouvent pas toujours le cadre qui corresponde à leur sensibilité, par définition respectable. Dans le système que j'imagine, les établissements conservent leurs pouvoirs actuels, mais ils n'ont pas la masse critique suffisante pour valoriser l'investissement des enseignants, et favoriser la constitution d'équipes cohérentes. C'est donc au niveau du bassin que la gestion des compétences a un sens. Les enseignants se méfient beaucoup des gestionnaires, et vu l'expérience qu'ils en ont, je les comprends. Mais on peut gérer les ressources intelligemment, humainement, pour le plus grand profit des élèves et des enseignants.

Que pensez-vous d'une réforme de l'évaluation des enseignants qui prendrait mieux en compte l'énergie et les compétences qu'ils développent dans leurs différentes activités pédagogiques, plutôt qu'une inspection ponctuelle tous les 5 à 15 ans ?

Le système actuel s'inscrit dans le "faire semblant" qui est de règle. Demandons aux enseignants ce qu'ils veulent faire, laissons-les prendre des engagements, et voyons ensuite s'ils les ont tenus.



Vous évoquiez déjà en 2007 ce que tous les enseignants ressentent au quotidien : la judiciarisation de l'école : comment renverser cette tendance à votre avis ?

Le pouvoir actuel ne va pas dans ce sens ! Il limite d'ailleurs sa réflexion aux questions de violence physique. Mais est-il possible d'éviter que les parents demandent des comptes ? Est-ce même souhaitable ? Quand un élève échoue, on doit se mettre autour d'une table et examiner lucidement l'enchaînement des responsabilités, de l'élève, de sa famille, de ses enseignants, de l'administration, de la médecine scolaire... Si l'Ecole n'invente pas très vite elle-même un tel lieu de débat, le débat aura lieu devant les tribunaux.

Depuis l'existence de notre association, le nombre de contacts d'enseignants en quête d'une seconde carrière ne cesse d'augmenter (1400 en trois ans de toutes les académies) : pensez-vous que l'Education Nationale ait réellement les moyens budgétaires et la volonté de créer des secondes carrières pour ceux qui le souhaitent ?

L'Education nationale est incapable de gérer des secondes carrières parce qu'elle ne connaît que des fonctions, et non pas des personnes. Or aucune entreprise, ni aucune administration, ne va recruter un enseignant pour faire autre chose que de l'enseignement (ce serait stupide). Mais une entreprise ou une administration peut recruter Mme Machin ou M. Chose qui est enseignant et qui a, par ailleurs, telle expérience, telle personnalité...

Quels exemples de secondes carrières préconiserez-vous pour des enseignants de 55 ans et plus qui ont encore 10 ans à travailler face aux élèves, alors que leur salaire plafonne ?

Je ne crois pas qu'il y ait de recette. Chacun doit s'interroger sur son parcours et ses désirs, éventuellement se faire aider (les bilans de compétences sont là pour ça, et sont parfois, pas toujours, très bien faits). Attention toutefois à un mirage. On ne gagne pas forcément mieux sa vie dans le privé. Une reconversion suppose qu'on accepte de perdre des sous.

Que pensez-vous de la suppression des postes RASED et des retours devant élèves de près de 1500 professeurs qui réalisaient une seconde carrière sur des postes mis à disposition d'associations et d'organismes complémentaires de l'enseignement ?

C'est dramatique... pour les enfants qui étaient soutenus par les RASED, pour les associations, pour les élèves qui se retrouvent avec des enseignants qui n'ont pas choisi de revenir devant



une classe, et pour les personnels concernés. C'est dramatique par ce que cela révèle des mécanismes mentaux à l'oeuvre au ministère : ils imaginent que ce sont des fonctionnaires, qui n'existent pas en tant que personnes, et qui exercent un métier qu'il suffit, pour exercer, d'avoir les titres requis.

L'indemnité volontaire de départ, enfin applicable pour les enseignants depuis le 7 avril 2009 (décret du 17 avril 2008) vous semble-t-elle préparer l'Education Nationale à une hémorragie de départs, voire à une pénurie d'enseignants ?

Je ne suis pas surpris que le ministère ait tardé. Il a très peur de cette hémorragie, et il estime que le nombre des candidats aux concours est actuellement insuffisant pour assurer la bonne qualité des recrutements. Mais il se trompe du tout au tout. L'administration suscitera davantage de vocations si chacun sait qu'il y a une porte de sortie, même étroite.

Depuis 1998 des dizaines de rapports et d'articles pointent l'absence de réelle GRH dans l'Education Nationale : faut-il s'y résigner ? Est-ce toujours « la faute au système » ? Que préconisez-vous pour sortir de cette impasse ?

Des établissements de bassin permettraient une véritable GRH. Mais qui a intérêt à ce que "ça marche", à ce que chacun trouve sa place et qu'on sache où est la place de chacun ? Car ainsi, on pourra lui demander des comptes sur ce qu'il fait, puisqu'il l'aura voulu. Tout le monde se satisfait d'un système où chacun a des marges de liberté dans les non-dits et les faire-semblant.

Actuellement, 9% des enseignants sont des professionnels qui ont choisi ce métier en seconde carrière. Flexibiliser les parcours de carrière dans les deux sens, accepter que ce métier ne s'exerce plus « à vie » vous semble-t-il souhaitable pour redonner à ce métier son attrait ?

C'est une évidence.

Vous avez créé ToutEducatif : pourquoi, et qu'en attendez-vous dans les années à venir, après avoir quitté le navire AEF ?

Après des années de "galère" (je ne suis pas imposable pour l'année de création de l'AEF), j'ai très bien gagné ma vie et créé l'une des meilleures rédactions françaises. A la suite d'un désaccord sur la stratégie de l'entreprise, je l'ai quittée et je lance ToutEducatif. Je tente d'inventer un média d'un nouveau type, une nouvelle relation à l'information, une nouvelle vision de l'éducation. Je voudrais que l'information vienne du terrain, et qu'elle concerne l'ensemble du secteur éducatif, qui ne se limite pas au scolaire. Je ne suis pas sûr d'y parvenir mais j'invite



tous ceux qui s'interrogent sur leur métier d'enseignant à venir se rendre compte par eux-mêmes.

Nous remercions Pascal Bouchard de ce regard expert, après avoir dirigé la rédaction de l'Agence Education Formation pendant 10 ans (1988-1998). Le 4 septembre 2007, l'AEF a réalisé un article qui a véritablement lancé notre association dans l'aventure de l'information, et en 2007-2008, Pascal nous a généreusement laissé accès à ses dépêches, ce qui fut un "super coup de pouce" pour Aide aux Profs.